

A stylized illustration of a natural landscape. On the right, a waterfall cascades down a rocky cliff face. Several large, green trees with thick canopies are situated on the cliff and in the background. The trees have brown trunks and are rendered in various shades of green. The waterfall is a vibrant blue, contrasting with the earthy tones of the rocks and the green of the foliage.

ICAJ RAPPORT DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE

*L'environnement et le droit : Protéger ou
développer, faut-il choisir?*

28–30 octobre 2025 | Vancouver, C.-B.

COMMENCER

LÉGENDE DE NAVIGATION



Afficher : Obtenir plus d'informations sur le contenu de la diapositive.



Lien : Ouvrir la ressource dans un nouvel onglet.



Blogue étudiant : Lien vers un article de blogue rédigé par l'étudiant cité.



Citation : Afficher la citation relative au contenu de la diapositive



Ressource : Afficher les documents de référence liés à la diapositive.



Audio : Écouter un extrait de la conférence correspondant à cette diapositive.



Définition : Donner une explication ou une définition d'un terme.



PLAN DE NAVIGATION

INTRODUCTION :
PAGE DE TITRE

1. THÈMES PRINCIPAUX

A. PLURALISME ET
INCLUSION

B. TROUVER UN
ÉQUILIBRE

2. LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT EST-IL MORT?

A. QU'EST-CE QUE LE DROIT
DE L'ENVIRONNEMENT?

B. L'ENVIRONNEMENT
ET LA JUSTICE

3. JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET CLIMATIQUE

A. JUSTICE
ENVIRONNEMENTALE

B. JUSTICE
CLIMATIQUE

C. POLLUTION
ÉCONOMIQUE

D. AIDE D'URGENCE

E. RACISME
ENVIRONNEMENTAL

CONCLUSION :
SYNTHÈSE

4. ÉVALUATION ET GESTION ENVIRONNEMENTALES

A. ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE

B. PROCESSUS MENÉS
PAR LES AUTOCHTONES

C. PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE
DANS L'INTÉRÊT NATIONAL

D. RAPPROCHER LES
VISIONS DU MONDE

5. GARDER L'INDUSTRIE SOUS CONTRÔLE

A. LÉGISLATION CONTRE
L'ÉCOBLANCHIMENT

B. LE CRIME
D'ÉCOCIDÉ

C. COMMISSION DE
COOPÉRATION
ENVIRONNEMENTALE

D. MÉDIATION
ENVIRONNEMENTALE



1

THÈMES PRINCIPAUX

A. PLURALISME ET
INCLUSION



B. TROUVER UN
ÉQUILIBRE

PLAN DE
NAVIGATION

SECTION 2 : DROIT DE
L'ENVIRONNEMENT



PLURALISME ET INCLUSION

« ... nous adoptons une approche **inclusive** dans laquelle les politiques, les pratiques et les lois environnementales respectent les peuples autochtones et tiennent compte de leurs besoins, ainsi qu'une approche **pluraliste** visant à rétablir les savoirs, les pratiques et les traditions autochtones liés à l'environnement. »

- *L'honorable Leonard Marchand, juge en chef de la Colombie-Britannique*



Selon le juge en chef Marchand, **deux principes fondamentaux** sont indispensables pour susciter un changement significatif dans notre rapport à l'environnement :

PLURALISME

INCLUSION

TROUVER L'ÉQUILIBRE

« La prospérité est étroitement liée à de meilleures performances environnementales. Autrement dit, du moins si l'on considère les choses sous cet angle, l'environnement et l'économie doivent aller de pair. »

- *Kevin Jardine, sous-ministre, Ministère de l'Environnement et des Parcs*



La **crise climatique** touche des populations partout dans le monde.

L'un des principaux obstacles à la résolution de cette crise réside dans le regain d'intérêt pour la **croissance économique**.



Au fil des années, la consommation massive d'**hydrocarbures fossiles** (ou de combustibles fossiles) a

- a prolongé l'espérance de vie,
- a sorti des milliards de personnes de la pauvreté,
- a permis de consacrer davantage de ressources à la protection de l'environnement et
- a favorisé l'épanouissement des démocraties



Écoutez Kevin Jardin, sous-ministre de l'Environnement et des Parcs (Victoria, C.-B.), expliquer le lien entre le PIB et la consommation d'énergie.



2

LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT EST-IL MORT ?

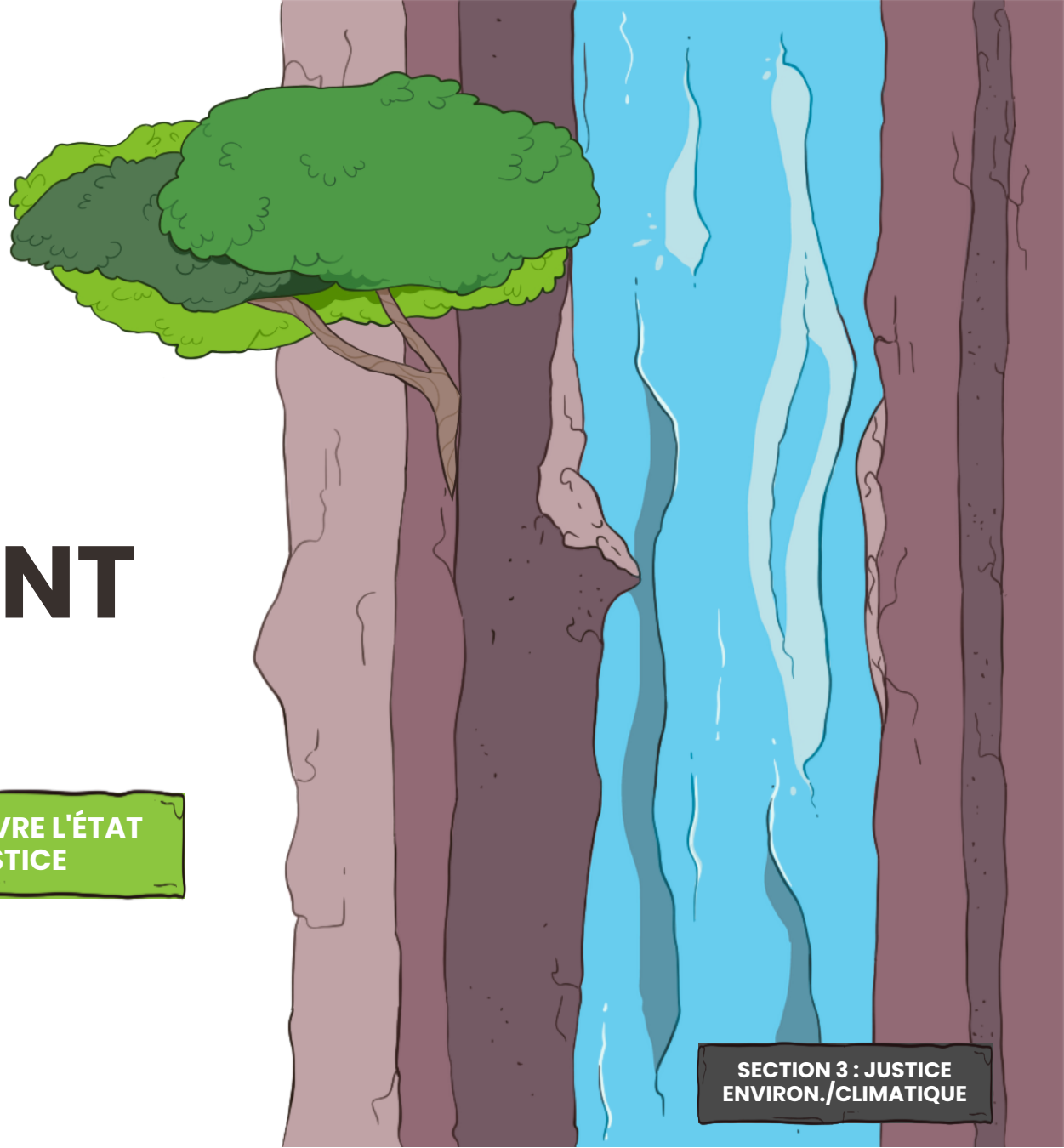
A. QU'EST-CE QUE LE DROIT
DE L'ENVIRONNEMENT?



B. POURSUIVRE L'ÉTAT
EN JUSTICE

PLAN DE
NAVIGATION

SECTION 3 : JUSTICE
ENVIRON./CLIMATIQUE



QU'EST-CE QUE LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT?

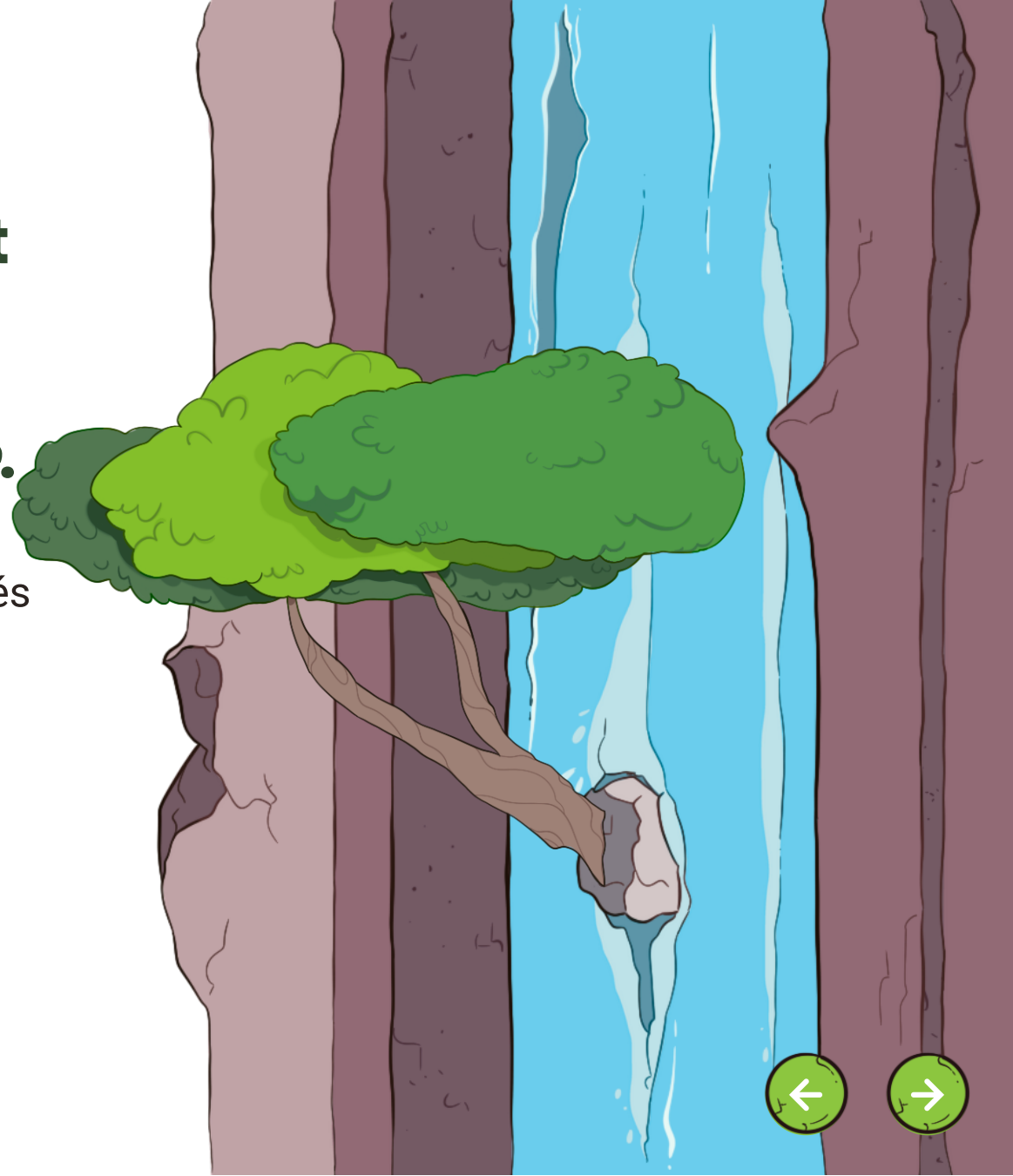
Karen Campbell a expliqué que « [l]es principes environnementaux fondamentaux [...] restent largement inappliqués. Cela s'explique principalement par la timidité du pouvoir judiciaire et par les incessants « bras de fer » législatifs entre les priorités économiques et environnementales. »

- *Ignacia Méndez, stagiaire en droit, BC Law Institute*



« Le droit de l'environnement est-il mort? », a demandé Karen Campbell, directrice générale du *BC Law Institute*.

Au fil des années, les décisions en matière d'environnement ont été tiraillées entre les priorités économiques et les besoins écologiques.



Le droit de l'environnement repose sur **quatre principes** :

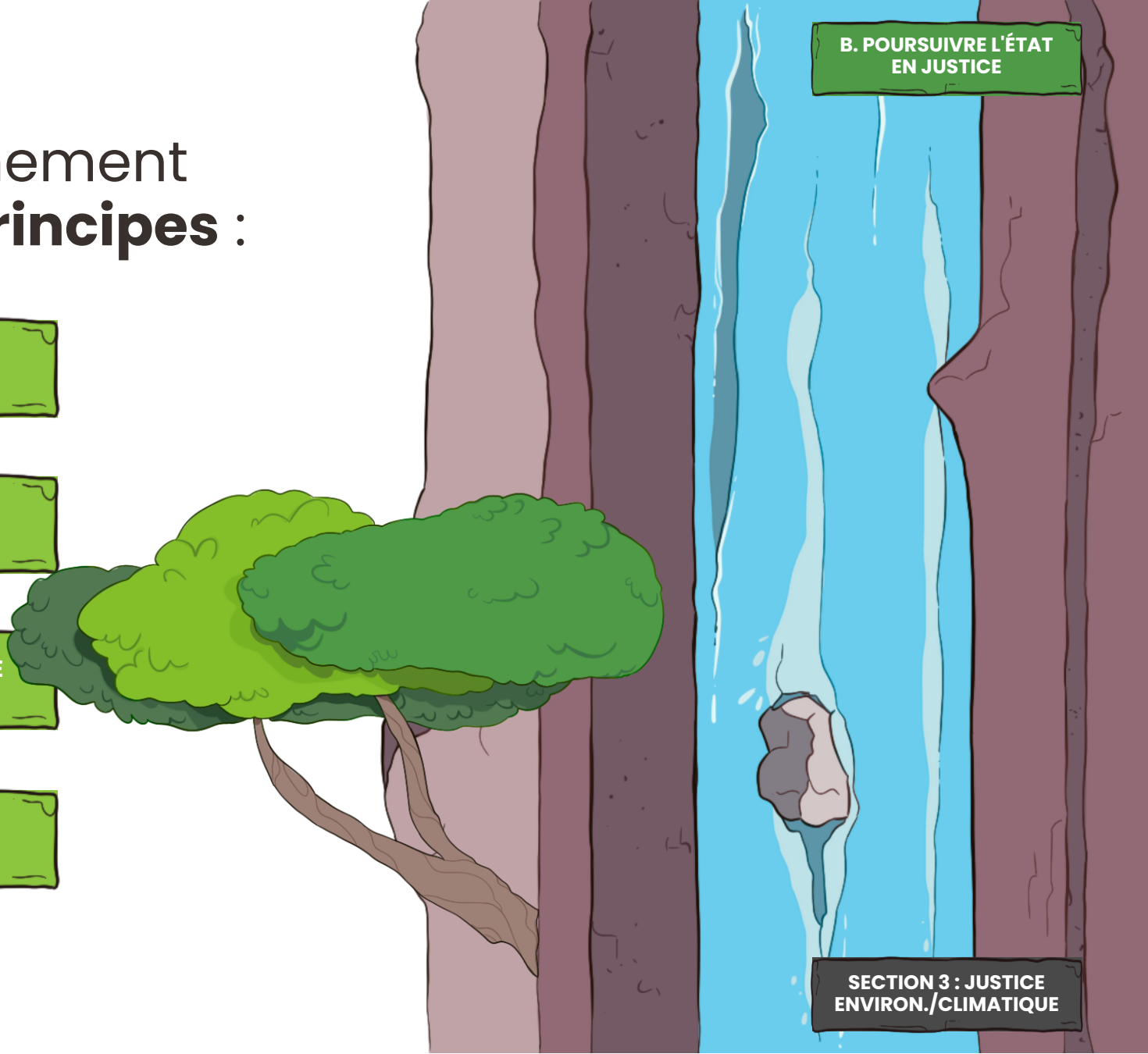
PRINCIPE DU POLLUEUR-PAYEUR

PRINCIPE DE PRÉCAUTION

ACCÈS À LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE
OU PARTICIPATION PUBLIQUE

PRINCIPE DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE

B. POURSUIVRE L'ÉTAT
EN JUSTICE





ENVIRONMENTAL DECISIONS ARE BEST MADE WITH THE CITIZEN PARTICIPATION AND INCLUDE THE ABILITY TO ACCESS JUSTICE THROUGH PARTICIPATION AND LEGAL REMEDIES

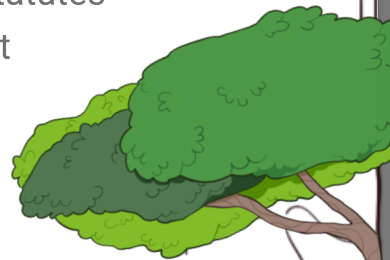
- Environmental assessment legislation federally and provincially to varying degrees
- Underlies environmental assessment legislation federally and in BC





SCIENTIFIC UNCERTAINTY SHOULD NOT DELAY COST-EFFECTIVE ACTION TO PREVENT ENVIRONMENTAL HARM ("LOOK BEFORE YOU LEAP")

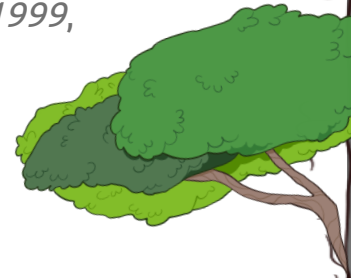
- *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, SC 1999, c 33
- *Species at Risk Act*, SC 2002, c 29: Preambles
- Impact Assessment Act mandate provisions
- *Fisheries Act*, RSC 1985, c F-14: factor in some ministerial decision-making
- *Spraytech v Hudson*, 2001 SCC 40: municipal bylaw case about pesticides in which the court held that this is not an entrenched principle of law in Canada, but rather an interpretive aid to explain the bylaw at issue
- Judicial reviews: submissions made on a precautionary approach under federal environmental statutes (most arguments failed; where applicant won, they won on other grounds)





THOSE WHO POLLUTE SHOULD BEAR THE COST

- *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, SC 1999, c 33:
 - Preamble
 - Sentencing provision (s. 287)
- *Fisheries Act*, RSC 1985, c F-14: indirectly referenced





SOCIAL, ECONOMIC AND ENVIRONMENTAL CONCERNS ARE INTERLINKED, AND RESOURCES SHOULD BE SAFEGUARDED FOR FUTURE GENERATIONS

- *Impact Assessment Act*, SC 2019, c 28: mandate provisions
- *Environmental Assessment Act*, SBC 2002, c 43: consideration of effects on current and future generations
- *Federal Sustainable Development Act*, SC 2008, c 33 (repealed in 2019)
- UN Commission on Sustainable Development (1992–2013)

POUR SUIVRE L'ÉTAT EN JUSTICE

« À mesure que les questions environnementales suscitent de plus en plus de clivages politiques (songeons au projet d'oléoduc entre l'Alberta et la C.-B., ainsi qu'aux lois fédérales et provinciales visant à « rationaliser », c'est-à-dire à accélérer, les procédures d'autorisation des grands projets), les tribunaux jouent un rôle de plus en plus important dans la protection de l'intérêt public. »

- Ruby Pyke, étudiante en droit, Université de Calgary



**Le droit de l'environnement peut
être invoqué devant les
tribunaux sous la forme :**

**DÉFÉRENCE / DROIT
ADMINISTRATIF**

**QUALITÉ POUR AGIR
DANS L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

**JUSTICIABILITÉ /
QUESTIONS PRÉLIMINAIRES**

COÛTS

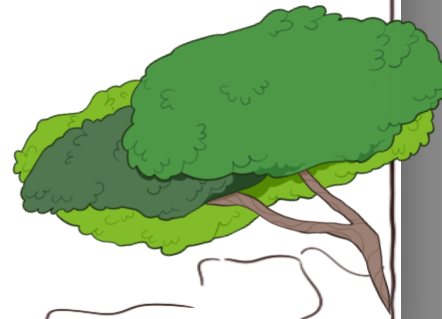
***CANADA (MINISTER OF
CITIZENSHIP AND IMMIGRATION)
V VAVILOV, 2019 SCC 65 AT PARA
114***

- international law is an important constraint on an administrative decision-maker;
- international treaties, even when not implemented by statute, can help inform whether a decision is a reasonable exercise of administrative power)



IN JULY 2025, THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE RELEASED AN ADVISORY OPINION CONFIRMING

- The conduct of any state organ is an act of the state in the context of climate change
- The customary international law principle that states have an obligation to protect the environment from anthropogenic greenhouse gas emissions
- These obligations to prevent significant transboundary harm are obligations *ergo omnes*



RETOUR À LA SECTION 2

RETOUR À LA DIAPO
PRÉCÉDENTE

La Rose c. Sa Majesté le Roi

*Mathur et al. c. Sa Majesté le Roi
du chef de l'Ontario*

FAITS

MESURE DEMANDÉE

NIVEAU DU PROCÈS

NIVEAU D'APPEL

À VENIR

PLAN DE
NAVIGATION

SECTION 3 : JUSTICE
ENVIRON./CLIMATIQUE

Le droit de l'environnement peut être invoqué devant les tribunaux sous la forme :

DÉFÉRENCE / DROIT ADMINISTRATIF

QUALITÉ POUR AGIR DANS L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

JUSTICIABILITÉ / QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

COÛTS

EXEMPLE D'UNE APPROCHE JURIDIQUE DE HAUT NIVEAU FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

EXEMPLES D'ACTIONS CLIMATIQUES DANS LES TRIBUNAUX CANADIENS

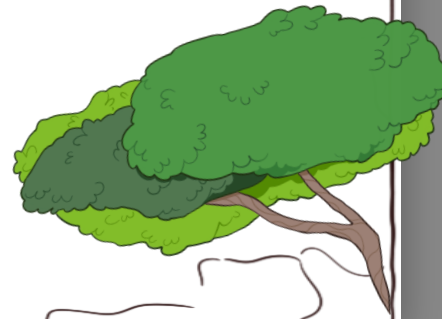
Les tribunaux peuvent :

- Encourager la mise en œuvre des principes du droit de l'environnement
- Encourager les approches novatrices, qui peuvent découler d'interventions
- Appliquer le droit international



IN JULY 2025, THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE RELEASED AN ADVISORY OPINION CONFIRMING

- The conduct of any state organ is an act of the state in the context of climate change
- The customary international law principle that states have an obligation to protect the environment from anthropogenic greenhouse gas emissions
- These obligations to prevent significant transboundary harm are obligations *ergo omnes*



***CANADA (MINISTER OF
CITIZENSHIP AND IMMIGRATION)
V VAVILOV, 2019 SCC 65 AT PARA
114***

- international law is an important constraint on an administrative decision-maker;
- international treaties, even when not implemented by statute, can help inform whether a decision is a reasonable exercise of administrative power)

3

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET CLIMATIQUE

A. JUSTICE
ENVIRONNEMENTALE



B. JUSTICE
CLIMATIQUE

C. POLLUTION
ÉCONOMIQUE

D. RACISME
ENVIRONNEMENTAL

E. AIDE D'URGENCE

PLAN DE
NAVIGATION

SECTION 4 : ÉVAL. ET
GESTION ENVIRON.



JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

« La justice environnementale est un mouvement qui vise à garantir une participation équitable et significative des populations concernées, ainsi qu'un partage équitable des avantages et des coûts lors de la prise de décisions en matière d'environnement. Elle a pour objectif de reconnaître les inégalités existantes auxquelles sont confrontées les communautés autochtones, racialisées ou marginalisées d'une autre manière, et de s'efforcer d'y remédier tout au long du processus décisionnel. »

- *Environnement et Changement climatique Canada*



L'ARBRE GÉNÉREUX

Écoutez comment Micaela Martinez, agente spécialisée en justice environnementale à la Commission de coopération environnementale (CCE), s'est servie du livre « L'arbre généreux » de Shel Silverstein pour expliquer la justice environnementale.



Dans « Taxonomie de la justice environnementale », Robert Kueh propose de classer les objectifs ambitieux de la justice environnementale en **quatre principes clés** :

DISTRIBUTIF

PROCÉDURAL

CORRECTIF

JUSTICE SOCIALE

Robert R. Kuehn, "A Taxonomy of Environmental Justice" (2000) 30 Env'tl L Reporter 10681.



JUSTICE CLIMATIQUE

« La justice climatique reconnaît les effets disproportionnés du changement climatique sur les communautés à faibles revenus et les communautés de couleur à travers le monde, c'est-à-dire les personnes et les lieux les moins responsables de ce problème. Elle recherche des **solutions** qui s'attaquent aux **causes profondes du changement climatique** et, ce faisant, remédient simultanément à un large éventail d'**injustices sociales, raciales et environnementales**. »

- *Centre pour la justice climatique de l'Université de Californie*



Les solutions en matière de justice climatique peuvent être classées en **six piliers** :

TRANSITION JUSTE

ACTION CLIMATIQUE DES
AUTOCHTONES

SOLUTION CLIMATIQUE
NATURELLE

JUSTICE SOCIALE, RACIALE
ET ENVIRONNEMENTALE

RÉSILIENCE ET ADAPTATION
DES COMMUNAUTÉS

ÉDUCATION ET MOBILISATION
EN FAVEUR DU CLIMAT



NATURAL CLIMATE SOLUTION

Recognizing “the importance of forests and agricultural lands as critical ecosystems for equitable climate action”



COMMUNITY RESILIENCE AND ADAPTATION

“**Resilience** measures a community’s capacity to recover from a climate impact such as a hurricane, drought, or flood.”

“**Adaptation** means reducing the ongoing and intensifying negative impacts of climate change within a community.”



CLIMATE EDUCATION & ENGAGEMENT

Furthering “education not only based on climate science but also on the ways in which climate change is deeply intertwined with a range of other social, racial and environmental issues that define our daily lived experiences.”



SOCIAL, RACIAL, AND ENVIRONMENTAL JUSTICE

Recognizing “the disproportionate impacts of climate change on low-income and BIPOC communities around the world, the people and places least responsible for the problem.”



INDIGENOUS CLIMATE ACTION

Nurturing “relationships with Indigenous communities by partnering with Indigenous Peoples in ways that respect and support their diverse ways of being and knowing in an effort to amplify their voices and promote Indigenous sovereignty:”



JUST TRANSITION

Transitioning from “fossil fuel-based economies to equitable, regenerative, renewable energy-based systems.”

POLLUTION ÉCONOMIQUE

« Les mêmes industries contre lesquelles nous luttons parce qu'elles polluent au niveau des sites d'extraction et émettent des gaz à effet de serre... rejettent des polluants directement dans nos foyers. »

- *Micaela Martinez, agente spécialisée en justice environnementale,
Commission de coopération environnementale (CCE)*



LA TRIPLE CRISE PLANÉTAIRE

Ces trois éléments étroitement liés englobent les crises environnementales auxquelles l'humanité est confrontée.

1

2

3

”





FOR MORE INFORMATION ON THE SCIENCE OF CLIMATE CHANGE:

See the Intergovernmental Panel on Climate Change
(UN body that provides regular assessments of the
scientific basis of climate change, its impacts and
future risks, and options for adaptation and
mitigation)



Gemma Boag, directrice générale,
politique et mobilisation de l'eau douce,
Agence de l'eau du Canada, a
développé ce point en évoquant les
répercussions sur notre
approvisionnement en eau :





FOR MORE INFORMATION ON THE IMPACT OF CLIMATE CHANGE IN CANADA:

See Natural Resources Canada, "Canada in a
Changing Climate: National Assessment Process"
(2025).



INDUSTRIE FORESTIÈRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Suzanne Simard, professeure
d'écologie forestière à l'Université de la
Colombie-Britannique, explique
l'impact de l'industrie forestière sur le
changement climatique et la perte de
biodiversité.



LUTTER CONTRE LE RACISME ENVIRONNEMENTAL

« Le colonialisme de peuplement a été identifié comme le premier cas d'injustice environnementale au Canada, les déplacements forcés et l'exclusion des communautés autochtones de l'accès aux ressources naturelles et de la prise de décision en matière d'environnement étant reconnus comme des manifestations de cette injustice. »

- *Commission de coopération environnementale (CCE)*



La Première Nation Aamjiwnaang lutte depuis des décennies contre le **racisme environnemental** à Sarnia, Ont.

62 grands sites industriels sont implantés dans un rayon de 25 kilomètres autour de la région et ont contribué à des taux de mortalité liés à la leucémie myéloïde aiguë particulièrement élevés.



En février 2025, la Nation a signé un protocole d'accord avec le gouvernement fédéral, qui « prévoit la création d'un nouveau comité mixte chargé de traiter la question des contaminants présents dans l'air, l'eau et le sol ».





THIS REGION IS WITHIN CANADA'S CHEMICAL VALLEY:

The Lambton County area that “features a large petrochemical and chemical complex that represents approximately 40 per cent of Canada’s chemical industry.”



Projet de loi C-226

Cet accord a fait suite à l'adoption de la *Loi concernant l'élaboration d'une stratégie nationale visant à évaluer et prévenir le racisme environnemental ainsi qu'à s'y attaquer et à faire progresser la justice environnementale.*



DEMANDE D'AIDE EN CAS DE CATASTROPHE

« En dialoguant avec les personnes qui bénéficient d'une aide lors de catastrophes climatiques telles que les incendies de forêt ou les vagues de chaleur urbaines, ainsi qu'avec les scientifiques qui prévoient les événements climatiques à venir, nous serons mieux armés pour venir en aide à tous les habitants de notre pays et garantir la mise à disposition de soins équitables et accessibles dans les moments les plus difficiles. »

- Dayna Rachkowski, doctorante, Université de Colombie-Britannique



En 2023, le Protecteur du citoyen de la Colombie-Britannique a publié un rapport faisant le point sur deux **programmes provinciaux d'aide financière** destinés aux personnes **ayant subi une catastrophe**.

SERVICES SOCIAUX
D'URGENCE (SSU)

AIDE FINANCIÈRE EN
CAS DE CATASTROPHE





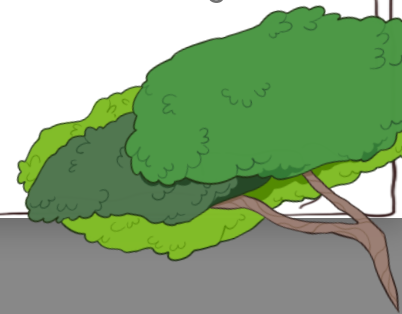
DESIGNED FOR INDIVIDUALS WHO HAVE LOST THEIR HOMES OR ESSENTIAL BELONGINGS IN A NATURAL DISASTER

- However, this program does not apply to losses resulting from wildfires and only restores the basics
- The investigation found that people who were applying for the DFA faced significant delays, unclear procedures, and poor communication.
- It was not built for the level of frequency or complexity, or the compounding nature, of climate change-related events



DESIGNED TO HELP PEOPLE IN THE IMMEDIATE AFTERMATH OF A DISASTER BY PROVIDING SHORT-TERM FINANCIAL SUPPORT FOR BASIC NEEDS

- Funded primarily by the province, but delivered primarily by volunteers
- Designed for small-scale, short-term events (72 hours of support)
- The investigation found that some 90% of people who were displaced and needed support needed it for longer than 72 hours.



4

ÉVALUATION ET GESTION ENVIRONNEMENTALES

A. ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE

C. PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE
DANS L'INTÉRÊT NATIONAL

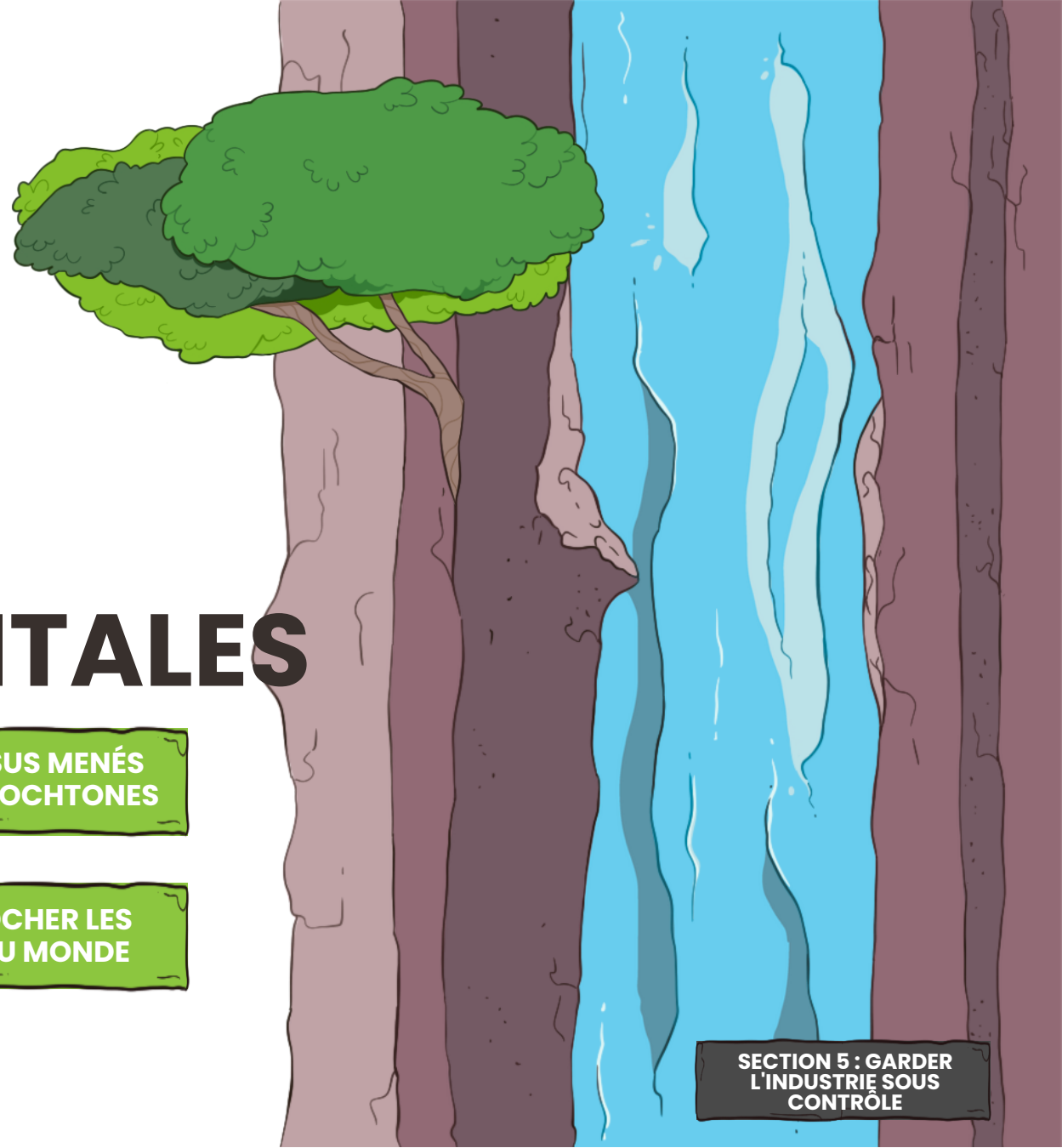


B. PROCESSUS MENÉS
PAR LES AUTOCHTONES

D. RAPPROCHER LES
VISIONS DU MONDE

PLAN DE
NAVIGATION

SECTION 5 : GARDER
L'INDUSTRIE SOUS
CONTRÔLE



ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale (« EE ») est un outil de planification qui « comporte à la fois un volet de collecte d'informations et un volet décisionnel, fournissant ainsi au décideur une base objective pour accorder ou refuser l'autorisation d'un projet d'aménagement ».

- *Friends of the Oldman River Society c. Canada (ministre des Transports), [1992] 1 RCS 3, p. 71*



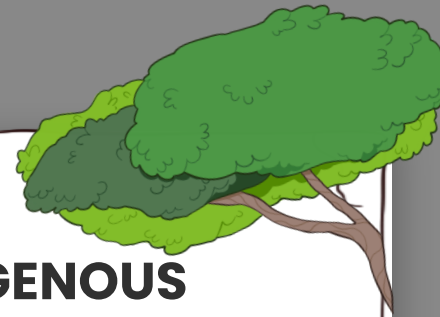
La procédure **fédérale** d'EE est
définie dans la ***Loi sur l'évaluation
d'impact***, L.C. 2019, ch. 28

PROCESSUS

CONSULTATION DES
PEUPLES AUTOCHTONES

DISCRÉTION

PROCESSUS MENÉS
PAR LES AUTOCHTONES



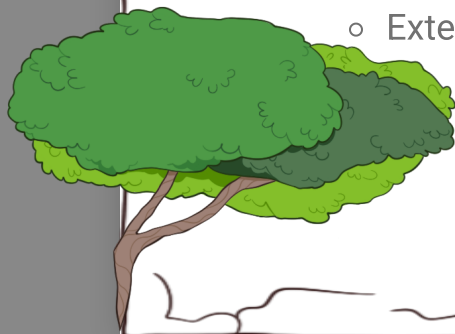
CONSULTATION WITH INDIGENOUS GROUPS, WHILE SEEKING TO IMPLEMENT UNDRIP, INCLUDING:

- Ability to enter into agreements with Indigenous groups to substitute process or cooperatively complete a process;
- Consensus-seeking with Indigenous groups prior to making decisions;
- Ability for Indigenous groups to provide a consent or lack of consent decision to be considered by the Minister in decision-making;
- Consideration of assessments of effects, study or plan conducted by an Indigenous group;
- Dispute resolution processes; etc.



ARE THE SIGNIFICANT ADVERSE EFFECTS (IF ANY) JUSTIFIED IN THE PUBLIC INTEREST?

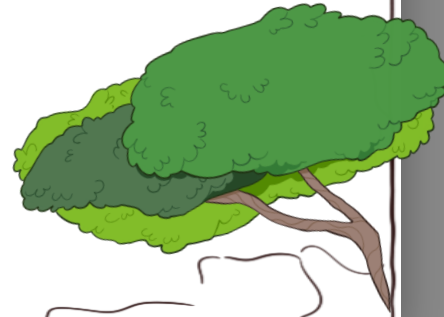
- Environmental assessment decisions are exercises of discretion with reference to public values (i.e., sustainability, environmental conservation, reconciliation, and economic prosperity)
- The decision is typically made by the relevant Minister or Cabinet after assessment is completed
- **Sections 60–64 include factors for the Minister to consider:**
 - Impact that the likely effects may have on Indigenous groups and any adverse impact that those effects may have on s 35 rights
 - Extent to which the effects contribute to Canada's ability to meet its environmental obligations and climate commitments
 - Extent to which the effects contribute to sustainability





SECTION 22(1): FACTORS TO BE CONSIDERED

- Positive and negative changes to environmental, economic, social, cultural & health conditions
- Cumulative effects
- Mitigation measures that are technically and economically feasible
- Impacts on Indigenous groups and Indigenous rights
- Alternate means of carrying out the project
- Technically and economically feasible alternatives to the designated project
- Indigenous knowledge



PROCESSUS MENÉS PAR LES AUTOCHTONES

« Avant l'arrivée des colons, les Premières Nations, les peuples autochtones, administraient leurs terres. Il faut des lois pour administrer ses terres. Il faut des procédures pour mettre en œuvre ces lois. »

- *Aaron Bruce, fondateur et directeur, Aaron Bruce Law*





See books included in Aimée Craft's presentation about Indigenous self-governance and relationship with the environment:

Heidi Kiiwetinepinesiik Stark, Aimée Craft and Hōkūlani K. Aikau, eds, *Indigenous Resurgence in an Age of Reconciliation* (Toronto: University of Toronto Press, 2023).



Aimée Craft, *Treaty Words: For As Long As the Rivers Flow* (Toronto: Annick Press, 2021).

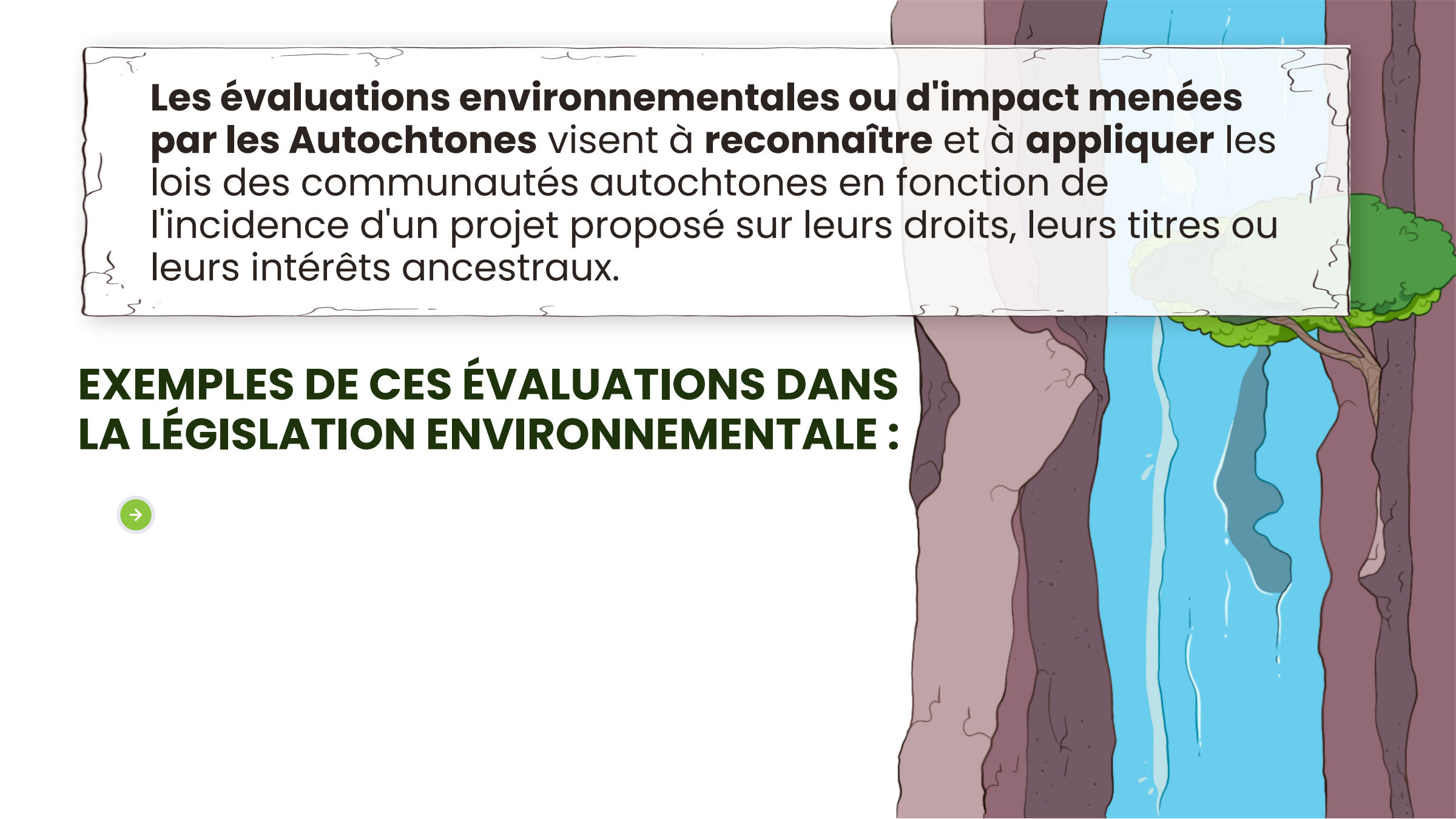


Aimée Craft and Paulette Regan, eds, *Pathways of Reconciliation: Indigenous and Settler Approaches to Implementing the TRC's Calls to Action* (Winnipeg: University of Manitoba Press, 2020).



Aimée Craft, *Breathing Life into the Stone Fort Treaty: An Anishnabe Understanding of Treaty One* (Vancouver: UBC Press, 2013)





Les évaluations environnementales ou d'impact menées par les Autochtones visent à **reconnaître** et à **appliquer** les lois des communautés autochtones en fonction de l'incidence d'un projet proposé sur leurs droits, leurs titres ou leurs intérêts ancestraux.

EXEMPLES DE CES ÉVALUATIONS DANS LA LÉGISLATION ENVIRONNEMENTALE :



Exemples de projets d'évaluation menés par des Autochtones

PROJET WOODFIBRE LNG

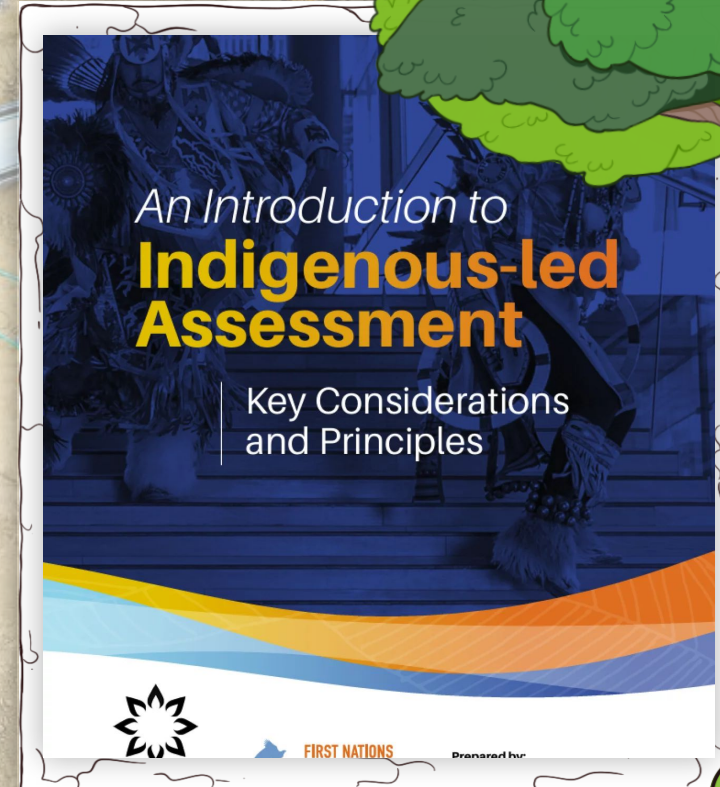
PROJET CUIVRE-OR KGHM AJAX

PROJET DE PIPELINE ET DE TRANSPORT PAR
PÉTROLIER TRANS MOUNTAIN DE KINDER
MORGAN

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KEEYASK
HYDROPOWER

KSI LISIMS GNL

PLAN DE
NAVIGATION





KINDER MORGAN TRANS MOUNTAIN PIPELINE AND TANKER PROJECT

- Tsleil-Waututh Nation submitted an independent assessment to the National Energy Board process based on its own jurisdiction and law.
- They expected that it would be a government-to-government decision based on the two different assessments, but it didn't work out that way





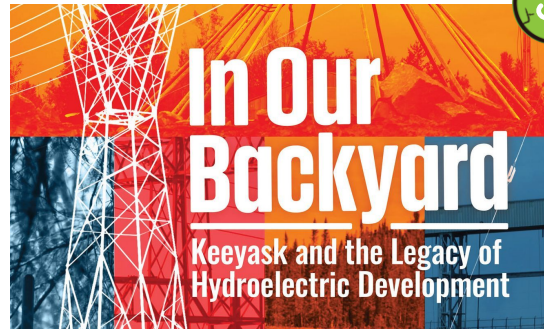
KEYYASK HYDROPOWER LIMITED PARTNERSHIP

- This project was collaboratively developed between Manitoba Hydro and four First Nations: Tataskweyak Cree , War Lake, York Factory, and Fox Lake Cree
- Even though Indigenous assessments found significant residual adverse effects relating to the caribou and sturgeon population, the decision was based on a Canadian environmental law standards





See Aimée Craft & Jill Blakley, eds, *In Our Backyard: Keeyask and the Legacy of Hydroelectric Development* (University of Manitoba Press, 2022).





WOODFIBRE LNG PROJECT

- The Squamish Nation started its own Indigenous-led process because the legislative processes were not strong enough at the time. The Nation's process caused the proponent to change his mind and implement major design changes.
- A tangible, real-world example of positive development in environmental law.





KSI LISIMS LNG

- A proposed joint venture involving Nisga'a Lisims Government, US-based Western LNG, and Canada-based Rockies LNG
- The Nisga'a Final Agreement, 11 May 2000, provides legal certainty for Nisga'a, as it enables self-government and recognizes their ownership of Nisga'a Lands.





KGHM AJAX COPPER-GOLD PROJECT

- The BC government denied an environmental certificate for a proposed open-pit mine on traditional Stk'emlupsemc te Secwépemc Nation territory.
- This decision was based on an independent panel process with over 70 community experts and Western scientists, who assessed the project from their perspective.



PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE DANS L'INTÉRÊT NATIONAL

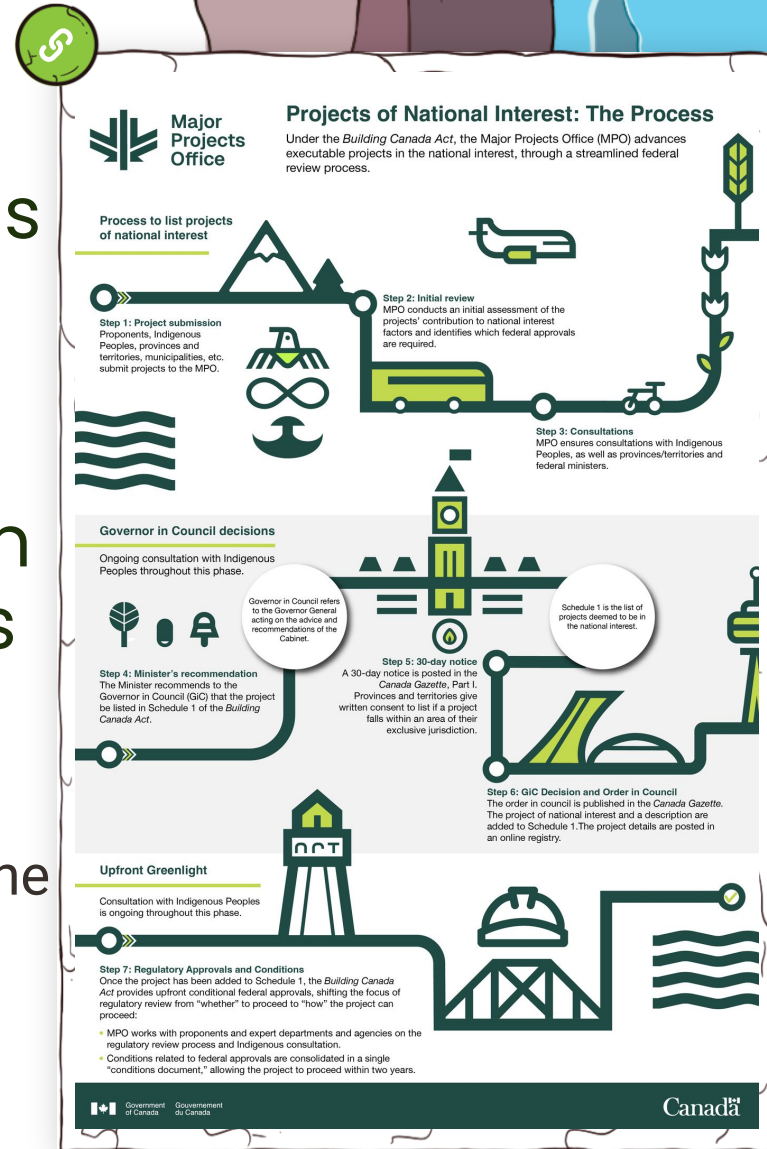
La *Loi visant à bâtir le Canada* « visait à remédier à un problème structurel que le gouvernement fédéral actuel avait identifié dans l'économie canadienne et le système réglementaire canadien, où certains projets mettaient tout simplement trop de temps à franchir les différentes étapes du processus, et il souhaitait accélérer ce dernier. »

- *Chris Roine, associé, Borden Ladner Gervais LLP*



La *Loi visant à bâtir le Canada* vise à rationaliser les processus réglementaires fédéraux applicables aux projets d'« **intérêt national** » en réduisant les délais de décision de plus de cinq ans à deux ans

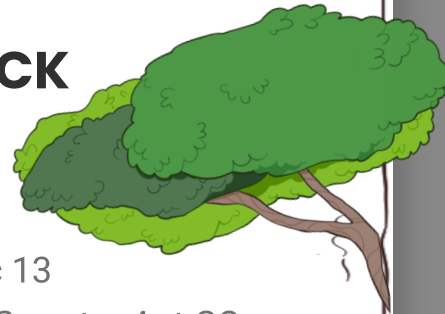
La question de savoir si un projet doit être qualifié d'« intérêt national » dépend des dispositions énoncées à l'article 5, paragraphe 6, de la loi.



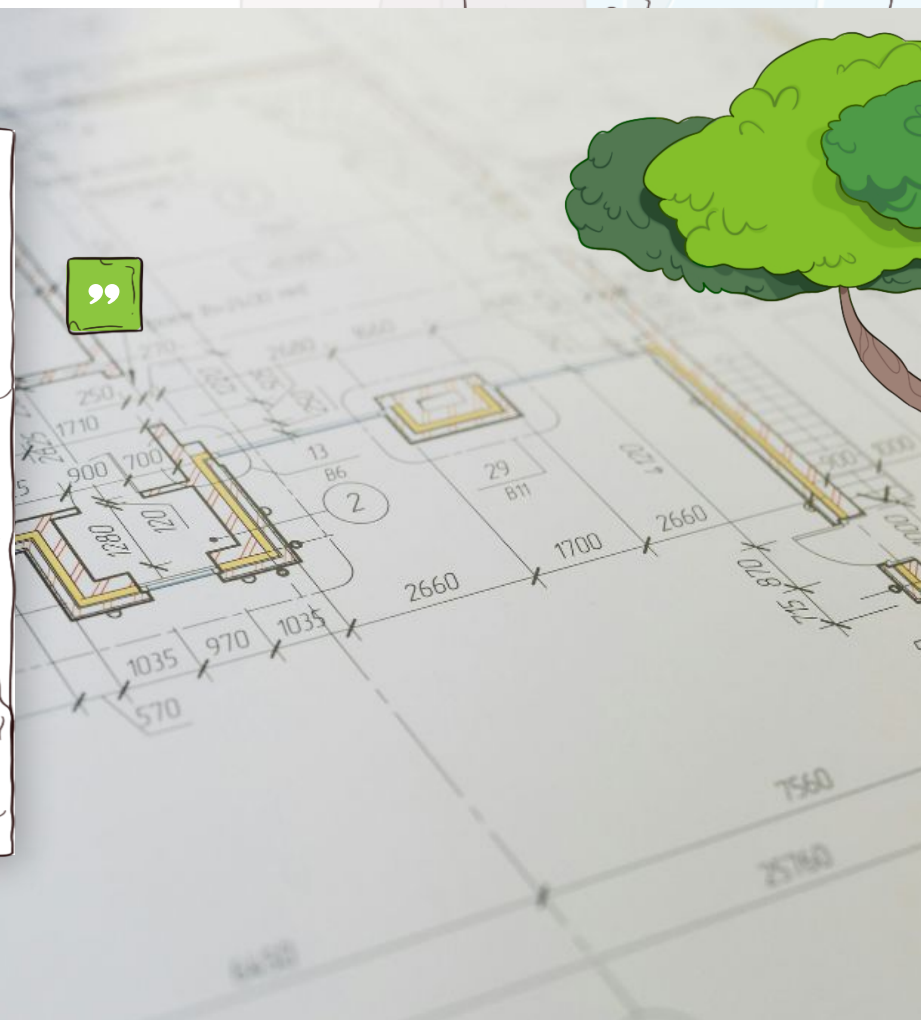


RECENTLY ENACTED LEGISLATION TO FAST-TRACK MAJOR PROJECTS:

- *Building Canada Act*, SC 2025 c 2
- *Infrastructure Projects Act*, SBC 2025, c 13
- *Protect Ontario by Building Faster and Smarter Act*, SO 2025, c 9



Bien que la *Loi visant à bâtir le Canada* continue d'exiger la consultation des peuples autochtones, les intervenants à la conférence ont fait part de leurs **doutes** quant à la manière dont seront traités les projets impliquant les nations autochtones.



A hand-drawn style note box with a white background and a black outline. The edges of the box are irregular and wavy, giving it a sketchy appearance. In the top right corner, there is a small green square button with a white 'X' inside, serving as a close button. The text inside the box is centered and reads: **NOTE:**
None of this streamlining/fast-tracking legislation
was co-developed with any Indigenous Nations.

NOTE:

None of this streamlining/fast-tracking legislation
was co-developed with any Indigenous Nations.

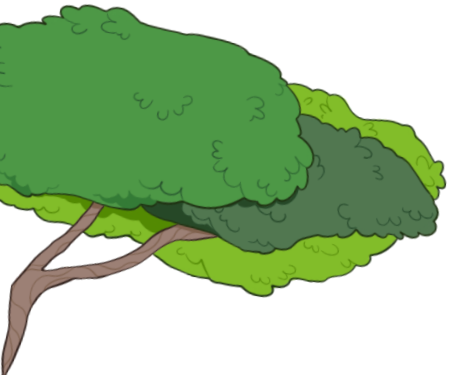
RAPPROCHER LES VISIONS DU MONDE

« Je pense que l'inclusion doit être porteuse de sens pour que le pluralisme puisse s'exprimer pleinement. Sinon, elle reste un facteur de risque de conflits majeurs. Pour qu'elle soit porteuse de sens, il faut y consacrer un temps et des ressources raisonnables, et être capable d'envisager l'avenir tout en tenant compte des valeurs contradictoires et des déséquilibres de pouvoir. »

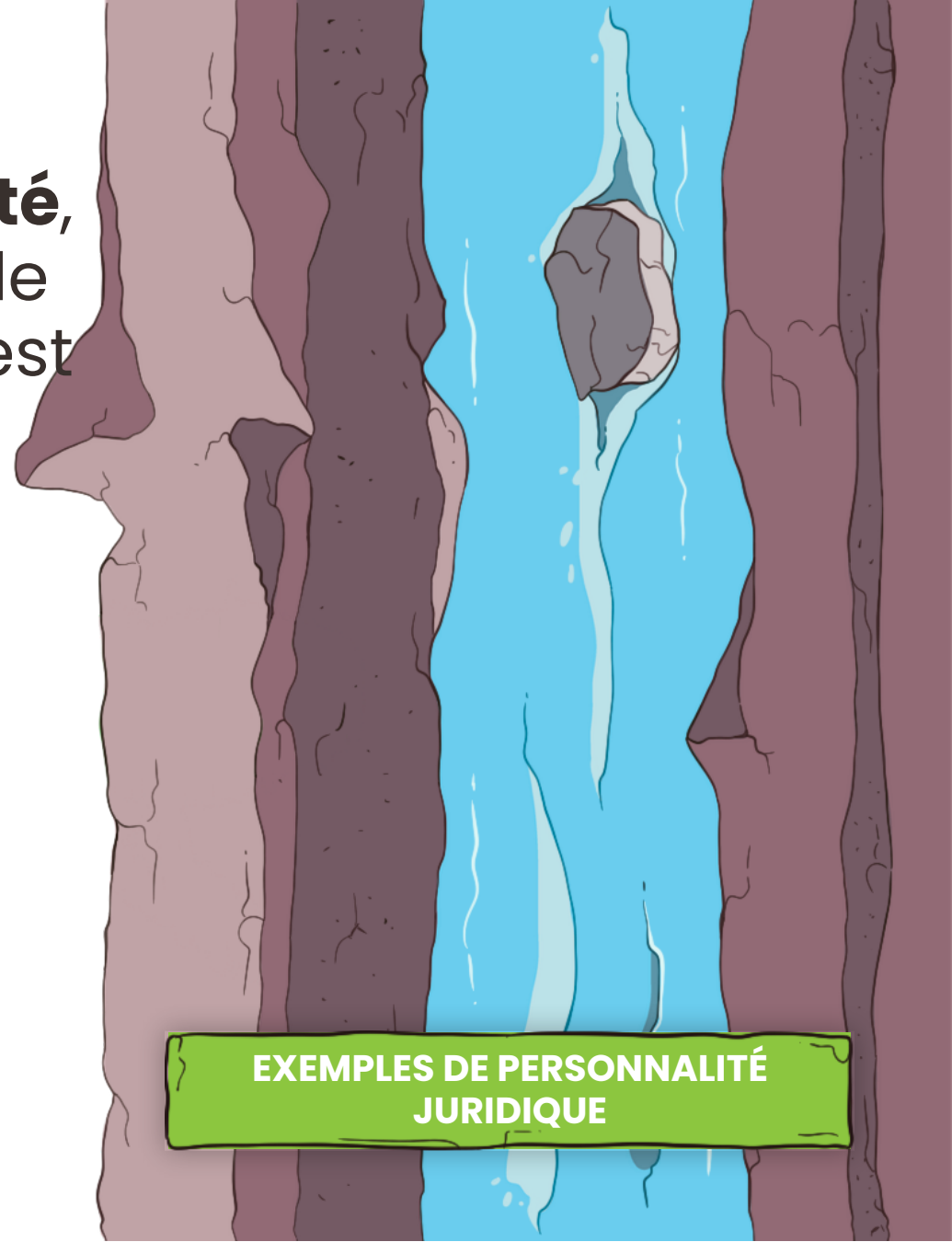
- *Aimée Craft, présidente de la Commission de protection de l'environnement (CPE), titulaire de la Chaire de recherche de l'Université Nibi miinawaa aki inaakonigewin, professeure à la Faculté de droit (Common Law) de l'Université d'Ottawa*

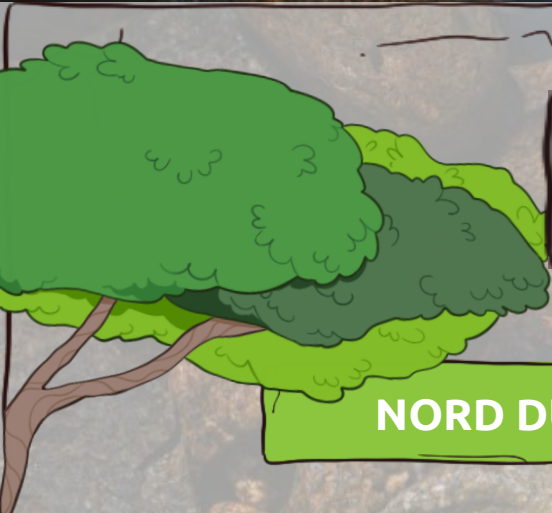


Selon Aimee Craft, la **personnalité**,
c'est-à-dire la reconnaissance de
l'**esprit** et de la **capacité d'agir**, est



EXEMPLES DE PERSONNALITÉ
JURIDIQUE





Exemples de personnalité juridique

NORD DU QUÉBEC

NOUVELLE-ZÉLANDE

INDE

ÉTATS-UNIS

COLOMBIE



Un autre outil de gouvernance environnementale autochtone consiste à établir des **traités avec le monde naturel**.

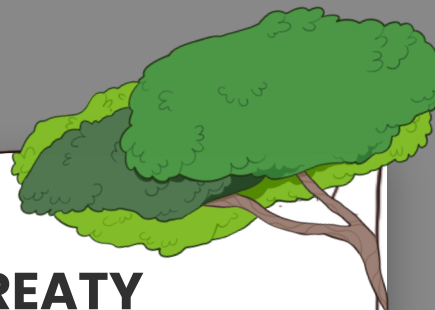


TRAITÉ DE BUFFALO



BASSIN VERSANT
DU LAC WINNIPEG





PARTNERSHIP TO BUILD A TREATY RELATIONSHIP AMONGST MULTIPLE NATIONS WITHIN A VARIETY OF JURISDICTIONS THAT INHABIT THE LAKE WINNIPEG WATERSHED

- The second watershed largest in Canada, and it crosses the Canadian-U.S. borders, four provinces, four states.
- Set out their sets of responsibilities and relationships within that territory
- Bringing together Anishinaabe, Ojibwe, Cree, and Blackfoot people into that conversation



THE BUFFALO TREATY CENTRED THE RELATIONSHIP WITH THE BUFFALO AS A TREATY PARTNER.

- Initiated by the Blackfoot Confederacy in Alberta and into Montana
- Held space for the buffalo in assemblies and dialogues across their Nation
- Brought forward a treaty relationship amongst themselves, but also with the buffalo for the restoration of their keystone species that made them who they are as Blackfoot people
- See film by Tasha Hubbard, *Singing Back the Buffalo*



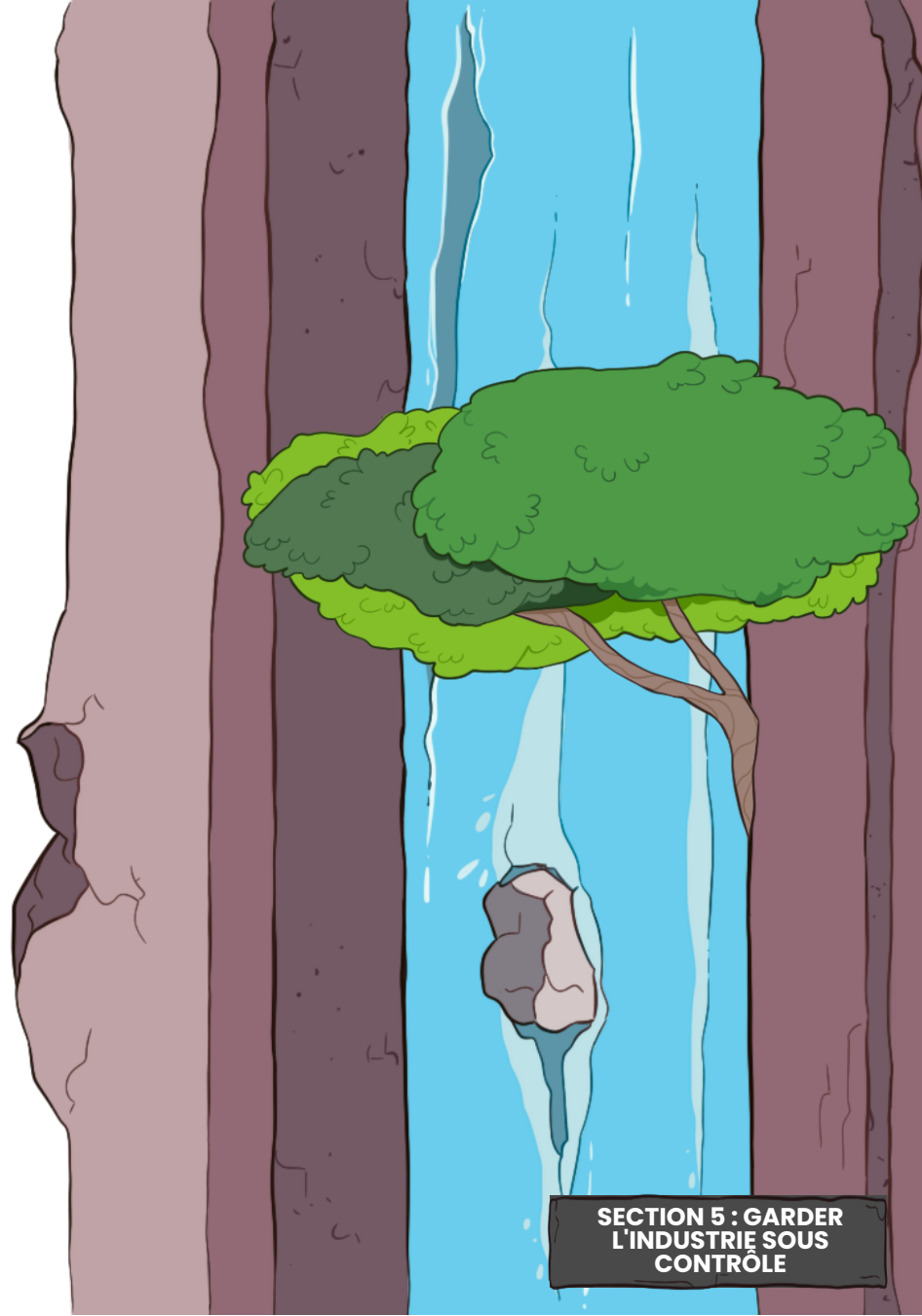
Les nations autochtones ont également géré leurs propres terres en **adoptant des lois** et en **concluant des accords**.

DÉCLARATION DE NIBI DU GRAND
CONSEIL DU TRAITÉ N° 3

MISIPAWISTIK ISIHTWAWINA : PROJET
SUR LE DROIT CRIE

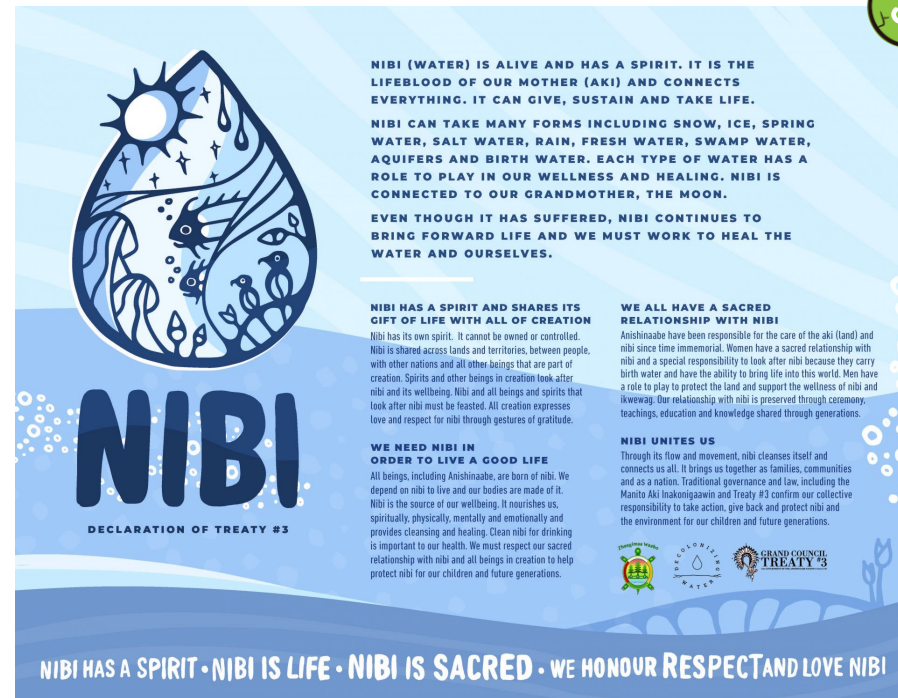
ALLIANCE DU BASSIN VERSANT DE LA
RIVIÈRE SEAL

LA GESTION DE HAIDA GWAII PAR LA
NATION HAÏDA



NIBI DECLARATION OF GRAND COUNCIL TREATY #3

- First Nations in northwest Manitoba set out their values and principles in a declaration that invites people into the relationship with water, recognizing the spiritedness and agency and animacy of water itself
- While most First Nations don't have an environmental law, Treaty 3 does: Manito Aki Inakonigaawin, Great Earth Law
- This law is not an environmental assessment, but it sets out the framework for how Anishinaabek and in Treaty 3 are thinking about sets of responsibilities and obligations



HAIDA NATION'S MANAGEMENT OF HAIDA GWAI

- The Haida Nation advocated for the integration of scientific and traditional knowledge resulting in the protection of Haida lands, rivers and streams, and the marine environment.
- Since 1993, the Haida Nation have been entering into agreements that further their right to self-government of Haida Gwaii
- In 2025, the Supreme Court of BC declared that Haida Nation has Aboriginal Title, recognized and affirmed under s. 35(1) of the *Constitution Act*, 1982, to the terrestrial and foreshore areas of Haida Gwaii, giving their title constitutional protection
 - *The Council of the Haida Nation v British Columbia*, 2025 BCSC 1806



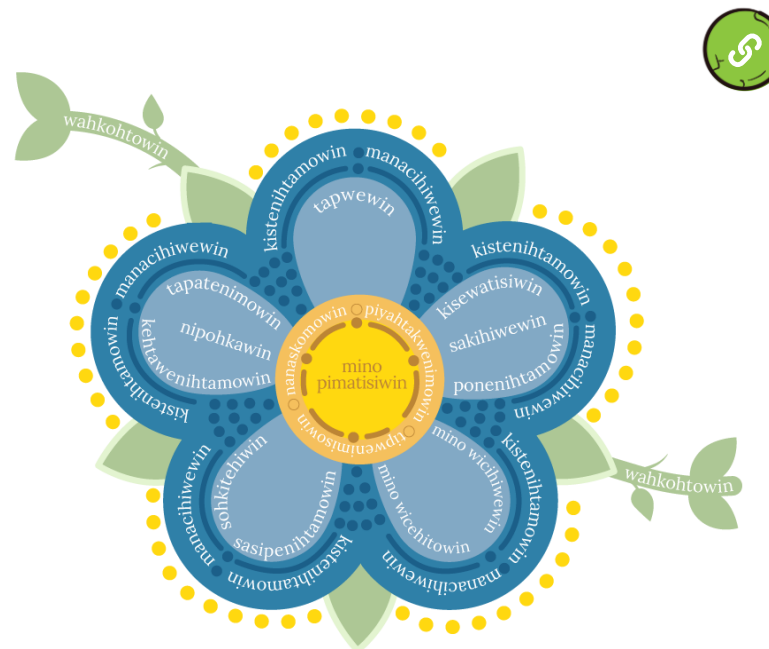
SEAL RIVER WATERSHED ALLIANCE

- An Indigenous Protected and Conserved Area (IPCA) in northern Manitoba—a method of governance and management that gives effect to Indigenous laws that are created collaboratively
- Sayisi Dene First Nation, Northlands Dene Nation, Barren Lands First Nation, and O-Pipon-Na-Piwin Cree Nation are co-construction of an Indigenous legal framework for the management of the watershed
- Government withdrew all potential for mineral exploration and licensing within the Seal River Watershed by agreement with the province of Manitoba



MISIPAWISTIK ISIHTWAWINA (IT IS THE WAY WE DO THINGS) – CREE LAWS PROJECT

- Misipawistik Cree Nation's framework of values and principles that guides all decision-making and conduct within their territory.
 - At the center is *mino pimatisiwin* (the good life) connected by *wahkotowin* (relationships) with all living things
- This is used for their moose management strategies and interactions with the province on forestry
- They also imposed a more rigorous fishery regulation than that of the province to restock the fishery in their territory



**Misipawistik
isihtwawina**
It is the way we do things

5

GARDER L'INDUSTRIE SOUS CONTRÔLE

A. LÉGISLATION CONTRE
L'ÉCOBLANCHIMENT

C. COMMISSION DE
COOPÉRATION ENVIRON.



B. LE CRIME
D'ÉCOCIDE

D. MÉDIATION
ENVIRONNEMENTALE

PLAN DE
NAVIGATION

CONCLUSION :
SYNTHÈSE



LÉGISLATION CONTRE L'ÉCOBLANCHIMENT

L'écoblanchiment désigne **les affirmations exagérées ou trompeuses d'une entreprise** concernant la protection de l'environnement ou du climat relatives à un produit ou un service, y compris les déclarations d'intention dont le calendrier est imprécis ou qui s'étendent très loin dans l'avenir

EXEMPLE



This topic was covered by **Chris Russill**, Associate Professor in the School of Journalism and Communication at Carleton University, and Academic Director at Re.Climate. For more information on anti-greenwashing, check out the resources below:

Melissa Aronczyk, Patrick McCurdy and Chris Russill, "Greenwashing, net-zero, and the oil sands in Canada: The case of Pathways Alliance" (2024) 112 Energy Research & Soc Science 103502.



CIAJ, "Canada's Anti-Greenwashing Framework: From Environmental Marketing to Legal Liability" (4 September 2025), online (podcast).



RETOUR À LA SECTION 5

LE CRIME D'ÉCOCIDE

COMMENT DÉFINIRIEZ-VOUS L'ÉCOCIDE EN TANT
QUE CRIME?

PLAN DE
NAVIGATION

C. COMMISSION DE
COOP. ENVIRON. (CCE)

”

CONCLUSION :
SYNTHÈSE



This topic was covered by **Darryl Robinson**, Law Professor at Queen's University. For more information on the crime of ecocide, check out the resources below:

Darryl Robinson, "Ecocide — Puzzles and Possibilities" (2022) 20:2 J Intl Crim Justice 313.



Darryl Robinson, *Justice in Extreme Cases* (Cambridge: Cambridge University Press, 2020).



Stop Ecocide Foundation, "Independent Expert Panel for the Legal Definition of Ecocide: Commentary and Core Text" (June 2021).



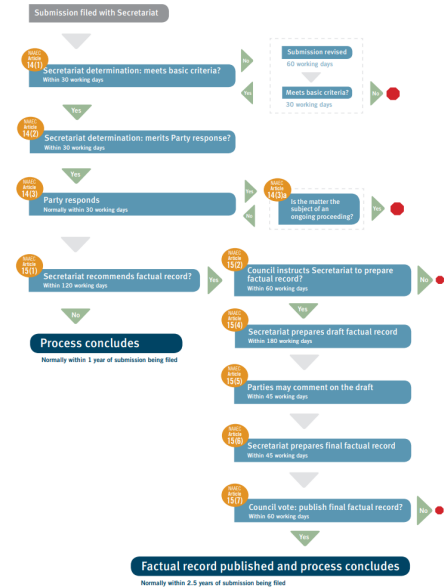
LA COMMISSION DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE

Les **Communications sur les questions d'application** de la CCE sont un mécanisme qui permet à tout citoyen du Canada, des États-Unis ou du Mexique de déposer une communication alléguant un manquement à l'application effective de la législation environnementale dans l'un de ces trois pays.

La requête passe ensuite par plusieurs étapes, qui peuvent inclure une réponse du gouvernement et la publication d'un compte rendu factuel.

EXEMPLE CANADIEN

THE SUBMISSIONS ON ENFORCEMENT MATTERS PROCESS





VESSEL POLLUTION IN THE PACIFIC (SEM-23-007)

- Stand.earth asserts that Canada is failing to uphold its obligations to protect the marine environment by allowing the operation of exhaust gas cleaning systems.
- The CEC recommended the development of a factual record on 14 June 2024.





Commission for Environmental Cooperation, "Guidelines for Submissions on Enforcement Matters under Articles 14 and 15 of the North American Agreement on Environmental Cooperation: North American Agreement on Environmental Cooperation" (11 July 2012), online (pdf).



MÉDIATION ENVIRONNEMENTALE

Catherine Choquette a présenté ses travaux menés au Centre de recherche sur le droit de la réglementation et de la gouvernance de l'Université de Sherbrooke, où l'on élabore des processus décisionnels intégrant une médiation facilitée avec l'ensemble des parties prenantes afin de co-construire une solution globale à un problème donné.

Ce modèle a été élaboré dans le cadre de différents projets regroupés sous le titre « **Acclimatons-nous !** »



Acclimatons-nous!
"Dams"

Acclimatons-nous!
"Floods"

Acclimatons-nous!
"Protected areas"

Acclimatons-nous!
"Urban heat islands-Morocco"



For more information on this project visit
the Acclimatons-nous! website.



6

SYNTHÈSE

« La protection de l'environnement est le défi le plus pressant de notre époque. »

- Le juge en chef Leonard Marchand

PLAN DE
NAVIGATION

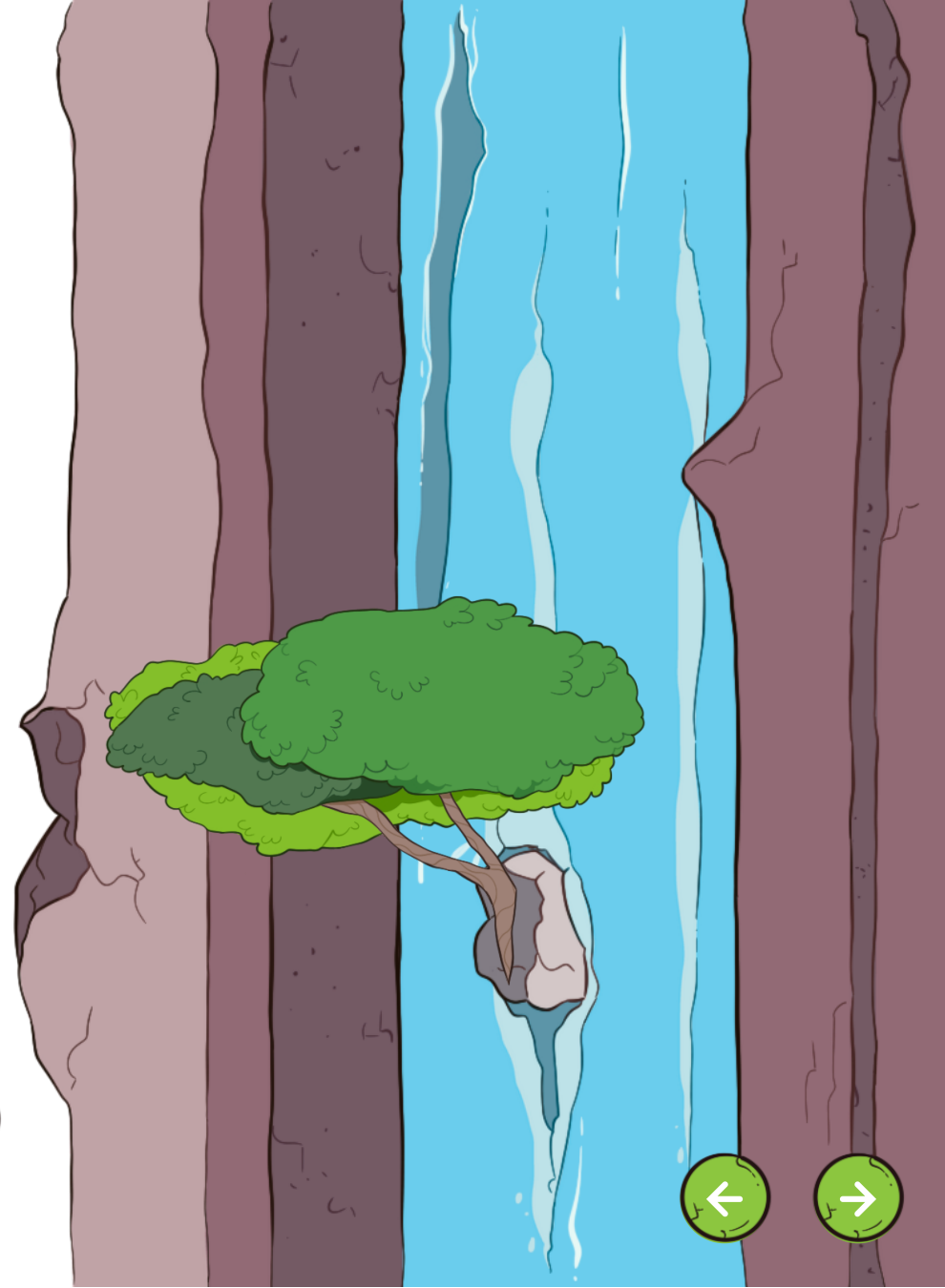




”

En résumé, « [I]e développement se poursuivra, mais la légitimité des processus décisionnels doit reposer sur l'inclusion et l'éthique. Il ne s'agit pas d'un choix entre l'économie et l'environnement. La question est de savoir si les deux peuvent coexister. »

**- Emma DuCharme, étudiante en droit,
Faculté de droit Bora Laskin de l'Université
Lakehead**



Cette conférence a permis de présenter divers points de vue sur l'environnement et le droit.

Bon nombre de ces thèmes sont approfondis dans quatre articles de blog rédigés par des étudiants ayant participé à la conférence.





Day 1:

Ruby Pike, "Student Column: Perspectives on the Environment and the Law | Opening Conversations at the Heart of Environmental Law" (20 January 2026).



Day 2:

Emma DuCharme, "Student Column: Perspectives on the Environment and the Law | Protect or Develop? What the Debates Reveal" (3 February 2026).



Day 3:

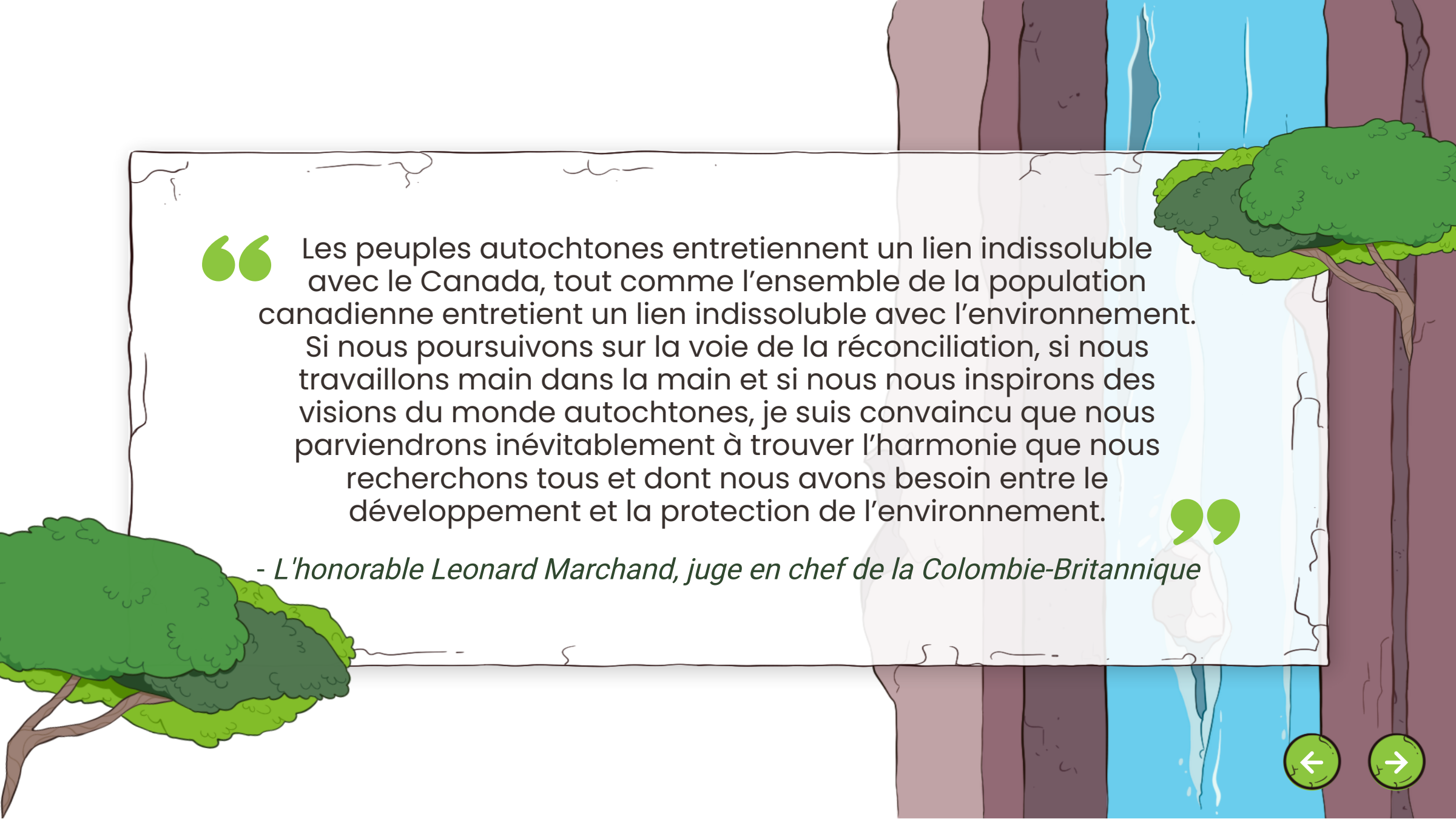
Dayna Rachkowski, "Student Column: Perspectives on the Environment and the Law | Environmental Justice, Trees, and the Law" (17 February 2026).



Whole Conference:

Ignacia Méndez, "Three Days to Rethink Environmental Law" (10 March 2026).



The background of the slide is a stylized illustration of a forest. On the right side, a waterfall flows down a rocky ledge into a pool of water. Several trees with green foliage are scattered throughout the scene, including one large tree on the right and another on the left. The overall style is simple and colorful.

“ Les peuples autochtones entretiennent un lien indissoluble avec le Canada, tout comme l’ensemble de la population canadienne entretient un lien indissoluble avec l’environnement. Si nous poursuivons sur la voie de la réconciliation, si nous travaillons main dans la main et si nous nous inspirons des visions du monde autochtones, je suis convaincu que nous parviendrons inévitablement à trouver l’harmonie que nous recherchons tous et dont nous avons besoin entre le développement et la protection de l’environnement. ”

- *L'honorable Leonard Marchand, juge en chef de la Colombie-Britannique*



RESTEZ INFORMÉ DES PROGRAMMES ET DES ACTIVITÉS DE L'ICAJ :



PLAN DE
NAVIGATION

INTRODUCTION :
PAGE DE TITRE